

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

MDE 22/001/2004 – ÉFAI

Informations complémentaires sur l'AU 132/03 (MDE 22/003/2003 du 16 mai 2003)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES DE TORTURE ET DE MAUVAIS TRAITEMENTS

QATAR / RUSSIE Zelimkhan Yandarbiev (h), tchéchène, 51 ans

Londres, le 16 février 2004

Zelimkhan Yandarbiev, ancien président de la république de Tchétchénie, a trouvé la mort vendredi 13 février dans un attentat à la voiture piégée à Doha, la capitale du Qatar.

Selon certaines sources, il venait de quitter une mosquée des environs, où il s'était rendu pour la prière du vendredi avec son fils de treize ans, Daud, et ses deux gardes du corps, lorsque sa voiture a explosé. On l'aurait emmené au *Hamad General Hospital*, à Doha, où il a succombé peu de temps après à ses blessures. Son fils serait toujours à l'hôpital dans un état grave.

D'après le ministre qatarien de l'Intérieur, une enquête va être ouverte sur cet attentat.

Il n'existe pas d'accord d'extradition entre la Fédération de Russie et le Qatar. La Fédération de Russie se serait adressée à deux reprises aux autorités qatariennes, en novembre 2002 et février 2003, pour demander le renvoi de Zelimkhan Yandarbiev. Le parquet général de la Fédération de Russie a annoncé le 12 mai 2003 qu'une troisième demande de renvoi serait formulée si les autorités du Qatar ne lui donnaient aucune réponse officielle. On ignore s'il a effectivement renouvelé sa requête.

Zelimkhan Yandarbiev vivait apparemment au Qatar avec sa famille depuis janvier 2000. Il aurait été inculpé, en Russie, de « participation à des préparatifs d'insurrection armée », de « complicité dans la création de formations paramilitaires illégales » et d'« attentat à la vie de responsables de l'application des lois ». Ces chefs d'inculpation sont liés à une incursion armée tchéchène dans le territoire voisin du Daghestan, en août 1999.

**Aucune action complémentaire n'est requise de la part des membres
du Réseau Actions urgentes. Un grand merci à tous ceux qui ont envoyé des appels.**

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*